

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 399

Artikel: Agriculture : les petits mourront pour les gros
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018590>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Agriculture: les petits mourront pour les gros

Gouvernement, représentants de l'industrie, des travailleurs et des consommateurs, c'était l'unanimité: barrage devait être fait à la marée laitière, une marée dont les flots, chaque année plus importants, submergent budgets des particuliers et finances fédérales. On s'est donc mis d'accord pour que les livraisons qui dépasseraient en volume celles de l'année précédente soient grevées d'une taxe qui décourage les agriculteurs de tenter l'expérience...

En fait, un premier point est acquis, lumineux: les organes faitiers de l'agriculture et de la laiterie se sont d'autant plus facilement résignés à cette mesure inéluctable que le système proposé maintient la situation privilégiée des gros producteurs. La « marée laitière » était prévisible, même si l'on a cru pendant un certain temps les agriculteurs capables de limiter d'eux-mêmes leur production. Et l'échec dont le récent vote du Conseil national est la conséquence, illustre de manière exemplaire les gaspillages et les injustices inhérents à la méthode actuelle d'aide à la production agricole.

« Revenu équitable » ou très confortable

Pour le lait, comme pour les autres productions, un mécanisme est aujourd'hui déterminant: on fixe un « revenu équitable », en fonction duquel les prix, et par conséquent l'aide fédérale, seront ensuite calculés.

La conséquence d'une telle manière de faire est facile à comprendre. Les prix étant identiques pour tous, le revenu dit « équitable » pour l'agriculteur moyen, devient très confortable pour l'agriculteur d'une certaine importance, même d'autant plus confortable que les coûts de production de cette catégorie d'agriculteurs sont en général plus bas que la moyenne...

Ajoutez à cela un prix du lait qui en fait la production la plus rentable; au surplus prenez en considération le fait que nos agriculteurs, pour le plus grand nombre de ceux qui travaillent au-

dessus de 850 mètres d'altitude, sont limités à ce type de production; vous admettez que l'on aboutit presque fatalement à une production de lait en augmentation croissante... Et l'on en vient même à dépasser les besoins du pays (106%); d'où des subventions dont le total devient d'année en année plus impressionnant, 503 millions en 1975-1976.

Des paysans qui savent calculer

Les Romands ont reproché aux Suisses allemandes, aux Thurgoviens, aux Lucernois, d'avoir intensifié la production de lait au détriment d'autres activités et d'être donc responsables du marasme dans lequel nous sommes plongés. Mais on ne saurait clouer au pilori un agriculteur parce qu'il sait calculer; on ne saurait en l'état des choses, faire grief aux organisations faitières de prôner un système de rémunération qui favorise les agriculteurs les plus cossus, donc les agriculteurs les plus influents! Et force est de constater que les autorités fédérales, elles, dans ce climat, se sont laissées manipuler. Alors?

La distribution des rôles n'a pas été modifiée avec l'introduction du nouveau mode de rétribution et de blocage: pour l'essentiel, ce dernier s'applique avec la même rigueur à toutes régions, qu'elles soient de montagne ou de plaine; et il est patent que seules les régions de plaine pourront réorienter les forces de production inutilisées vers d'autres cultures (et l'on sait qu'il y a dans ce domaine encore fort à faire: si l'approvisionnement de notre pays est garanti en ce qui concerne les productions d'origine animale, il n'en est pas de même pour la production végétale; on arrive péniblement au seuil de 60 à 70% pour les céréales panifiables, de 20 à 25% pour les céréales fourragères, de 20 à 25% pour les betteraves à sucre...).

Dès lors on peut regretter que la gauche n'ait pas repris, pour les modifier, les propositions un peu faciles du démo-chrétien Barras qui voulait

libérer les régions de montagne du contingentement.

Au lieu d'accepter que la production supplémentaire qui n'aurait pas manqué alors d'apparaître dans les bilans annuels, soit mise à la charge des contribuables et des consommateurs, on aurait pu la déduire du contingent attribué aux régions de plaine, et à leurs plus grosses exploitations!

L'injustice — et à moyen terme des difficultés insurmontables pour la survie des exploitations des régions herbagères — n'est pas le seul défaut important de la « solution » adoptée: elle marque aussi l'amorce d'une fonctionnarisation — au sens péjoratif du terme — de l'agriculture.

Le contingent quantitatif attribué à chaque exploitation évoque irrésistiblement la planification de type soviétique. Le système est, semble-t-il, appelé à s'étendre aux autres cultures, et Berne évoque déjà le principe d'une « surface obligatoire » à cultiver par chaque paysan.

Des modèles de planification souple existent cependant! Pourquoi ne pas jouer sur les prix — il y aurait des prix régionaux — ou sur les montants compensatoires — à côté du prix de base, on introduirait une subvention différenciée suivant la région, l'importance de l'entreprise — pour atteindre les objectifs quantitatifs et qualitatifs que l'on entend assigner à la politique agricole helvétique?

L'agriculteur aurait ainsi la possibilité de déterminer sa, ou ses productions, ainsi que leur importance, en fonction des prix qui lui paraissent les plus intéressants.

Pas de politique agricole

Mais de politique agricole, par la volonté des associations faitières de la branche, par la faiblesse des autorités fédérales, la Suisse n'en a pas!

Avec l'introduction du contingentement laitier, un tournant capital pour l'agriculture a été pris. Il n'incline pas à l'optimisme. Sauf peut-être, et ce n'est pas le moindre paradoxe que cette situation explosive révèle, par les tensions qu'il a révélé-

lées à l'intérieur du monde paysan. Certains se rendent compte aujourd'hui qu'ils sont les dinons de la farce, et qu'à se battre sous un drapeau « unitaire », ils sont en train de mourir, avant-garde vouée au sacrifice, pour la préservation des privilèges des plus gros, confortablement installés à l'arrière.

INFORMATION

Des trous

Bien sûr, il n'est pas possible de traiter l'actualité dans son ensemble. Bien sûr, surtout en période de sessions parlementaires, les tris sont nécessaires. Il n'en reste pas moins de sérieux « trous » dans l'information des lecteurs (refrain connu : sélectionner les nouvelles dignes d'être traitées, c'est déjà donner une couleur à une publication, faire d'un journal dit d'information, un journal d'opinion). Un exemple ? Le Conseil national traitait le 7 mars une divergence importante avec le Conseil des Etats au sujet de la loi sur la métrologie qui doit remplacer la loi sur les poids et mesures. La Chambre des cantons veut éliminer du projet de loi les dispositions sur les indications de prix. Voici le « traitement » infligé à cette décision particulièrement importante pour les consommateurs, le lendemain, dans deux journaux suisses romands, pourtant relativement (par rapport aux autres) diserts sur le sujet.

« La Suisse » (ATS) :

Le Conseil national se penche ensuite sur quelques divergences d'avec le Conseil des Etats au sujet du projet de loi sur la métrologie.

Répondant au nom du Conseil fédéral, M. Chevallaz indique que la loi sur la métrologie doit prévoir la sécurité des transactions et demande aux deux députés de suivre la majorité de la commission. Au vote, la proposition de la majorité de la commission est acceptée par 70 voix contre 53. Le « Journal de Genève/La Gazette de Lausanne » (Jacques-Simon Eggly, 8 mars) :

Le Conseil national s'était occupé auparavant de la loi sur la métrologie, c'est-à-dire qui définit les unités de mesures, contrôle les instruments de mesures utilisés en Suisse et les affichages obligatoires des prix dans le commerce. Les divergences existant hier encore entre les deux conseils devraient bientôt disparaître.

Quelques journaux alémaniques consultés, « Basler Zeitung », « Walliser Bote », « Berner Tagblatt » donnent une information plus précise, mais la palme revient une fois de plus à la « Neue Zürcher Zeitung » : 52 lignes mentionnent la décision de la commission de maintenir les dispositions contestées (rapporteurs MM. Junod, VD, et Schär, ZH), l'intervention de trois radicaux (Früh, Appenzell, Muff, Lucerne et Fischer, Berne) qui proposent de suivre le Conseil des Etats parce que l'obligation d'indiquer les prix n'a pas sa place dans une loi « technique » mais ailleurs, et le point de vue du démo-chrétien Mugny (VD) et de la socialiste Lang (ZH) qui, au contraire, suggèrent le maintien de la disposition prévue dans le projet du Conseil fédéral. Le chef du Département des finances, dont dépendent les poids et mesures, M. Chevallaz, rappelle quant à lui, selon la « NZZ », que la loi n'a pas seulement un aspect scientifico-technique intéressant les médecins, mais qu'elle a aussi une grande importance pour le commerce. Il s'oppose donc à l'argumentation des adversaires du projet.

Les consommateurs auront-ils la patience de se reporter, pour plus de détails, à la publication officielle des débats parlementaires ?

GENÈVE

Le bouclier de la loi

Il fallait sévir. Et le projet de loi concocté par les spécialistes rend parfaitement compte du climat d'angoisse de la population dans son ensemble. Qu'on en juge plutôt par quelques exemples d'articles spécialement significatifs !

Article 7 : « L'intervention de la Chambre des tutelles peut être demandée par le conjoint, les ascendants, les descendants, les frères et sœurs d'un chauffard ou par toute autorité judiciaire ou administrative (...) ».

Article 8 : « Au vu du résultat de l'enquête, la Chambre des tutelles, ou le juge délégué par elle, peuvent inviter un chauffard à se soumettre à un examen médical; ils s'efforcent d'amener le malade à suivre volontairement les traitements médicaux appropriés et à prendre toutes mesures jugées adéquates, avec le concours des institutions médico-sociales ».

Article 9 : « Si les mesures préventives sont restées sans effet, ou si l'urgence ou la gravité du cas le commande, la Chambre des tutelles entend ou réentend si possible le chauffard, complète au besoin l'enquête et ordonne, à son choix, les mesures suivantes :

- a) une expertise médicale dont les conclusions sont portées à la connaissance de l'intéressé qui peut requérir une contre-expertise. Ce dernier doit faire l'avance des frais de la contre-expertise (...);
- b) une cure médicale ambulatoire;
- c) une cure médicale hospitalière sur la base d'un avis médical;
- d) le placement dans un établissement de rééducation.

La Chambre des tutelles peut impartir à l'intéressé un délai pour se soumettre lui-même à la mesure projetée.

En cas de nécessité, la Chambre des tutelles peut requérir l'assistance de la force publique pour contraindre l'intéressé à comparaître devant elle. Devant la multiplication des accidents de la route, on pouvait s'attendre à un tel durcissement...

Mais non, ce n'est qu'un rêve ! Le législateur genevois en est resté à la lutte contre la toxicomanie. Remplacez donc « chauffard » par « toxicomane » et vous aurez un aspect de la loi que le docteur Olievenstein a qualifiée « d'entreprise fasciste, encourageant la dénonciation au sein des familles, consacrant l'approche médico-policière d'un problème de société ».